

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Soutien aux PME : l'importance de la microfinance

GM. NTOUTOUME-NDONG
Libreville/Gabon

LE secteur de la microfinance n'est pas suffisamment connu par la population. Pourtant, ce dernier impacte de plus en plus notre économie, à travers des accompagnements accordés aux Petites et moyennes entreprises (PME) et aux Très petites entreprises (TPE). Mercredi dernier, le ministre délégué auprès du ministre de l'Économie et de la Relance, Nicole Janine Lydie Roboty Mbou, est justement allée témoigner de l'importance que le gouvernement accorde aux établissements de microfinance. Ainsi, les responsables de la Financière africaine des microprojets (Finam), ceux de la Compagnie financière africaine (Cofina) et ceux d'Épargne et développement du Gabon (EDG)

ont reçu le membre du gouvernement dans leurs locaux respectifs. "Les établissements de microfinance sont un partenaire clé en ce qui concerne la relance de notre économie. Ces établissements financent les PME. 70 % de leur portefeuille est constitué des PME, des TPE. Il s'agit ici de faire en sorte que les microfinances jouent davantage leur rôle pour accompagner ces entreprises dans le financement de leurs activités", a indiqué le ministre délégué.

Parmi les sujets abordés, l'atteinte des objectifs de digitalisation et de monétique était au centre des échanges. "Les plus hautes autorités peuvent compter sur les établissements de microfinance pour atteindre ces objectifs. Au niveau de la zone Cémac, nous sommes en retard par rapport à la CEDEAO. À partir de 2021, il faudrait que tout agent économique au Gabon puisse



Nicole Janine Lydie Roboty Mbou, Ministre déléguée au Ministère de l'Économie et le directeur d'EDG Robert Obiang Obiang.

bénéficier de tous les services financiers disponibles", s'est projeté Robert Obiang Obiang, Directeur général d'EDG. Le ministre a également souligné que depuis l'entrée des établis-

sements de microfinance dans le système économique gabonais, les avancées sont significatives. Pour elle, il faudra intensifier la promotion de la bancarisation des agents publics, pour faire

comprendre à ces derniers que ces établissements sont fiables pour l'ouverture des comptes courants et profiter des différents produits que leur proposent ces établissements.

Relance économique : la contribution des banques

Jean MADOUMA
Libreville/Gabon

LE ministre de l'Économie et de la Relance, Jean-Marie Ogandaga, et son collègue du Budget et des Comptes publics, Sosthène Ossoungou Ndibangoye, ont rencontré, dernièrement, les établissements bancaires de la place réunis au sein de l'Association professionnelle des établissements de crédits (Apac), dirigée par Loukoumanou Waidi, pour une séance de travail.

Il s'agissait d'une concertation sur le financement de l'économie gabonaise en ces temps de pandémie de Covid-19 et à l'approche de la fin d'année. Il fallait également s'assurer du soutien des banques dans les différentes actions que mène l'État gabonais afin de relancer son appareil productif. Malgré les différentes difficultés que nous rencontrons depuis bientôt un an en raison de



Un instantané de la rencontre.

la pandémie de Covid-19, nous avons tenu à rassurer les principaux animateurs de notre économie sur notre détermination à tout mettre en œuvre pour une reprise de l'activité économique", a indiqué le ministre Ogandaga. Les membres du gouvernement ont réaffirmé leur volonté d'examiner, dans le cadre d'une coopération étroite, les difficultés rencontrées par le système bancaire. Rappelons que l'Association professionnelle des établissements de crédits du Gabon contribue aux côtés de l'État, à assurer la viabilité et la bonne santé du marché financier dans la sous-région.

Secteur pétrolier : l'Onep rencontre le ministre de tutelle

Styve Claudel ONDO MINKO
Libreville/Gabon

C'EST dans un contexte de crise marqué par la dissolution des filiales de Gabon Oil Company (GOC) – décision ayant entraîné notamment la mise en branle d'un plan social à Gabon Oil Marketing (GOM) – que le ministre du Pétrole, Vincent de Paul Massassa, et l'Organisation nationale des employés du pétrole (Onep) ont officiellement pris langue pour la première fois. " Nous avons été reçus, à notre demande, par le ministre de tutelle. Il s'agissait d'abord pour nous de lui présenter nos civilités car, depuis décembre 2019, date de sa nomination à ce prestigieux poste, l'Onep n'avait pas encore eu un échange avec lui de manière officielle. Ainsi avons-nous rassuré le membre du gouvernement relativement à notre disponibilité à l'accompagner, dans notre



Les deux parties à la faveur des discussions.

couloir naturellement, sur l'activité dans le secteur pétrolier et autres activités connexes ", a indiqué le secrétaire général du syndicat des pétroliers, Sylvain Mayabi Binet. Les deux parties n'ont pas manqué d'évoquer le climat social dans le secteur de l'or noir. Et Mayabi Binet de préciser que l'ensemble des problématiques actuelles qui frappent le secteur ont été passées au peigne fin. Aussi tous les points chauds – à l'instar du projet de licenciement collectif en cours à la GOM, pour lequel l'Onep

exige 2,5 milliards de francs dans le cadre d'un plan social à visage humain – ont-ils été examinés. Tout en saluant l'ouverture du ministre de tutelle, le SG du syndicat des pétroliers dit avoir espoir dans la dynamique communicationnelle entamée, d'autant que d'autres rencontres avec M. Massassa sont prévues dans un avenir proche. Histoire de poursuivre les échanges sur des points spécifiques, qui suscitent d'ailleurs la satisfaction de l'organisation de défense des droits des pétroliers.